

# COURRIER CATALAN

## GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI<sup>e</sup>)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

2<sup>e</sup> ANNÉE | N<sup>o</sup> 38

1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1925

### NOUVELLES DE LA QUINZAINE

**LE DERNIER COMLOT MILITAIRE.** — Le Directoire espagnol veut ignorer publiquement, jusqu'à ce jour, les menées de certains généraux et officiers qui voulaient renverser et le Directoire et la monarchie. On a annoncé que dès son arrivée à Madrid, le général Primo de Rivera expliquerait au peuple espagnol « certains événements récents ». Ce que l'on sait, c'est qu'on prépare l'alibi des officiers compromis et que par contre on garde emprisonnés les quelques éléments civils, en l'espèce catalans, que, semble-t-il, on a voulu mêler dans l'affaire.

**LE COMLOT DE GARRAF.** — Le Tribunal Suprême de Madrid ne s'est pas encore prononcé sur la question de compétence, soulevée par le Barreau de Barcelone, au sujet des inculpés pour le complot de Garraf. En rapport avec ce procès et avec les nombreuses détentions arbitraires auxquelles se livre la police espagnole, le Conseil de l'Ordre des Avocats de Barcelone a adressé au Président du Barreau, une protestation contre les rigoureuses mesures préventives auxquelles les détenus politiques sont soumis. La loi établit que les détenus ne peuvent rester au secret plus de trois jours; il en est qui y sont restés plus de deux mois.

**CONDAMNATIONS.** — MM. Josep Ansió et Lluís Pon ont été condamnés par un conseil de guerre à deux ans quatre mois de prison pour outrages au drapeau espagnol. MM. Joan Cortès et Lluís Barri, à deux ans six mois pour outrages à la force armée. M. l'abbé Bach a été condamné à un an de prison et 2.000 pesetas (plus de 6.000 fr.) d'amende, accusé d'avoir voulu lever des pelotons armés qui devaient porter atteinte à la sécurité de la patrie. Mme Màgina Pons a été condamnée à six mois de prison pour avoir outragé le drapeau espagnol.

**DÉTENTIONS.** — Inculpés de séparatisme, on a arrêté à Barcelone plusieurs jeunes gens, entre autres, les nommés Robert, Tarrassa, Tona et Llopis. Ils seront traduits devant un conseil de guerre. Les tribunaux militaires doivent aussi se prononcer ces jours-ci, au sujet des inculpés MM. Maxim Santos, Marian Vallès et Joan Madern, soupçonnés de séparatisme. M. Joaquim Puig, arrêté depuis quelques jours, a été remis en liberté. On a libéré également les syndicalistes Angel Pestana, Joan Peiro et J. Llobet, qui ont été incarcérés pendant environ un an, sans qu'on leur ait fait de procès.

**CONTRE LA PRESSE ET LA PENSÉE.** — Plusieurs journaux barcelonais, la Noche, le Correo Catalán, la Gaceta de Catalunya et Las Noticias, ainsi qu'un hebdomadaire de Sitges, la Punta, ont été punis d'amende parce qu'ils ne se sont pas assujettis, paraît-il, aux conditions typographiques exigées par la censure. Voilà de quoi se mêlent les autorités. Et le général Primo de Rivera de dire que la presse et la pensée jouissent de toute la liberté désirable. Quant à la pensée, voici ce que nous apprend une dépêche datée à Madrid du 19 novembre : « A Ambrona, province de Soria, trois protestants ont été condamnés par le gouverneur à 105 pesetas chacun pour avoir célébré un petit culte le dimanche. »

**LES CRISES MUNICIPALES.** — Les municipalités catalanes sont toujours dans le désarroi. De nouvelles crises se sont produites au sein des municipalités de Mataró, Sabadell et Llorens. Dans celle de Barcelone, la dictature du maire, baron de Viver, se fait sentir de plus en plus par le gaspillage des fonds municipaux et les attaques contre tout ce qui est catalan. Tout récemment, les conseillers dictatoriaux ont nommé le général Primo de Rivera « fils adoptif de Barcelone ». Les Barcelonais ont ri un peu de cette décision, parce qu'ils savent qu'ils n'y sont pour rien.

**RAPPORTS INTELLECTUELS CATALANO-FRANÇAIS.** — M. Henry Bordeaux, de l'Académie Française, a donné, le 26 novembre, à la « Junta de Dames » de Barcelone, une conférence littéraire. Il a été très félicité par les intellectuels catalans. M. le docteur Faure, de l'Institut Anthropologique de Paris, a fait également une conférence à Barcelone. Il a parlé à l'Athénée, devant un public de savants et de lettrés, de l'Homme préhistorique.

**CHUTE DU DIRECTOIRE ?** — Des bruits circulent à Madrid et à Barcelone, qu'un cabinet civil va remplacer incessamment le Directoire militaire. Les journaux eux-mêmes sont autorisés par la censure à faire savoir que le nouveau ministère prêterait serment le 8 décembre, fête de la Vierge. On cite aussi le nom de plusieurs ministres, qui seraient présidés par le général Primo de Rivera.

### PRIMO SE NOIE

Avez-vous remarqué avec quelle régularité à peu près chronométrique, si elle n'est lunaire, les complots se succèdent pour attenter aux jours d'Alphonse XIII ou à ceux de Primo ? Et ne pensez-vous pas que si les malheureuses victimes de ces complots (je parle des conspirateurs), toujours arrachées aux familles d'une même région, pouvaient parler, nous apprendrions des choses intéressantes sur la manière dont la police d'un royaume parvient à maintenir puissante la suspicion qui doit continuer à peser sur la Catalogne ?

Car si l'on découvre à Madrid un complot contre le Directoire, c'est à Barcelone que se font les arrestations. Arrestations de militaires venues à point pour démontrer que nous n'avions pas tort d'annoncer, il y a un mois, la division dans l'armée. L'armée, c'est l'évidence, brûle de vomir son Primo de Rivera. Arrêter des généraux, c'est, pour le Directoire, un moyen momentané de faire croire à son autorité sur eux. C'était peut-être le seul moyen qu'il en eût encore !

Les arrêter à Barcelone, c'est compromettre en même temps, et une fois de plus, la Catalogne toute entière. Quel foyer d'agitation, cette province ! Quel enfer ! Quelle détestable population ! Voilà ce que les bonnes gens de Castille et d'ailleurs doivent penser, en lisant les récits officiels des attentats et conspirations successivement découverts avant leurs échéances par les habiles limiers du royaume. Voilà ce qu'il faut faire penser aux bonnes gens.

Pourquoi ? Mais pour que Primo, ses complices et son roi prennent aussitôt visages de martyrs. Pour que le monde entier soit bien convaincu que les revendications du peuple catalan, ce peuple capable de tramer tant de complots en si peu de temps, de menacer tant de vies illustres, tant de bienfaiteurs du genre humain, que les revendications de ce peuple épouvantable et jamais épouvanté, ne sont pas intéressantes. On ne prend pas en considération des désirs assassins. Et voilà pourquoi la police s'efforce de compromettre des Catalans dans une petite affaire d'ambitions militaires.

Le lecteur a remarqué, assurément, que les pronunciamientos sont très à la mode dans les pays en déconfiture : petites républiques sud-américaines, petites nations balkaniques, généraux chinois, portugais, etc., etc., sont théâtre, acteurs ou spectateurs toujours disposés à acclamer un général renversant un autre général ; la mode n'est pas nouvelle ; on ferait vainement remarquer à tous ces militaires si peu militaires qu'ils

sont incapables d'obéir à leur chef sans souhaiter de le jeter aux fers, que ces procédés aussi peu politiques que courtois n'ont jamais réussi à personne. En vain, on leur ferait remarquer que dans les grandes nations, dans les pays sérieux, on n'éprouve aucune velléité de ce genre. Ou bien les vellétaires — tel l'infortuné général Boulanger — finissent dans le ridicule le plus immédiat. Un peuple qui tolère d'être mis aux enchères, tantôt par un parti, tantôt par l'autre ; un peuple qui acclame des généraux trop enclins au désir de singer les Bonaparte, est un peuple bien malade. Quant à ceux qui se prêtent, en acteurs, à ces jeux, l'histoire de tous les pays nous en offre que, toujours, dans les temps modernes, ils ont fait, au pouvoir, figures d'imbéciles, et, dans la vie, courtes carrières.

Il serait grand temps de sauver l'Espagne du ridicule qui l'attend. Mais peu nous chaut ! Laissons cette affaire à ceux qui croient encore à l'existence d'une Espagne viable. Je ne serais pas sincère si, dans ce journal, à la création duquel j'ai participé, je ne me répétais pas souvent : c'est le seul destin de la Catalogne qui nous intéresse, parce que la Catalogne est la seule région ibérique qui possède à la fois une littérature, un art, un théâtre, une civilisation, enfin. Elle seule forme une nationalité originale, distincte, vivante. Le reste de l'Espagne n'est que dégénérescence. Le voyageur qui arrive à Madrid a tout fait de s'en apercevoir, sous l'assaut des mendiants !

En s'obstinant, par tous les moyens, à discréditer la Catalogne, le Directoire prouve qu'il a enfin pris conscience de la nécessité de compter avec une nationalité dont l'Espagne est l'ennemie naturelle. Emploie-t-il les bons moyens ? C'est une autre affaire. Mais en l'accusant injustement, en prélevant chroniquement dans le peuple catalan un certain contingent de martyrs, il rend de signalés services à la cause des nationalistes : il se fait chaque jour de plus irréductibles ennemis ; il justifie pour l'avenir qui le jugera tous les excès que les Catalans auraient pu commettre ou qu'on leur attribue. Il entretient lui-même la haine par l'injustice.

Plus durera le Directoire et plus sûrement la Catalogne obtiendra satisfaction. Les brigades du pouvoir lui donnent chaque jour une raison nouvelle de persévérer. Si j'étais Catalan, je voudrais soudoyer la police de Barcelone afin qu'elle persiste à découvrir de faux complots. Il n'y a pas de meilleur moyen de discréditer définitivement le régime.

F. JEAN-DESTHIEUX.

## LA SITUATION POLITIQUE EN ESPAGNE LES SUITES DU COMLOT MILITAIRE CONTRE LA DICTATURE

A l'heure où paraîtront ces lignes, le général Primo de Rivera doit être arrivé à Madrid où, paraît-il, il était attendu avec grande anxiété. C'est que la situation du Directoire est devenue réellement précaire, après la découverte du dernier complot militaire. Plus que jamais on parle de l'immédiate constitution d'un cabinet civil. Le journal la Nación, organe officiel du parti de l'Union Patriotique et, par conséquent, organe officieux du gouvernement, vient de publier des déclarations du général Primo de Rivera qui terminent par ces mots : « Le Directoire a rempli sa mission ; l'Union Patriotique va commencer la sienne. »

En commentant ces déclarations le Temps du 24 novembre écrit : « On sait, par ailleurs, que le général Primo de Rivera a l'intention, dès son retour à Madrid, au début de décembre, de licencier ses collaborateurs actuels. Tous les généraux qu'il appela auprès de lui, en septembre 1923, rentreraient dans le rang, après avoir reçu des récompenses honorifiques dont un siège de sénateur à vie. Le Directoire sera remplacé par un ministère composé de civils et du général Martínez Anido, actuellement sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur. Le général Primo de Rivera n'a pas arrêté la liste de ses futurs collaborateurs, mais, pour qui le connaît, il ne fait pas de doute qu'il ne sera guère embarrassé. Ces ministres seront surtout des conseillers techniques. Le futur gouvernement conservera la forme dictatoriale. »

« On peut déjà dégager des déclarations du général Primo de Rivera quels sont ses projets : il s'y montre partisan d'une seule assemblée législative ou plutôt consultative composée de membres de droit, d'autres désignés par décret et enfin d'élus suivant un mode de suffrage encore indéterminé. En matière fiscale, même simplification. Le général Primo de Rivera croit qu'il est beaucoup plus facile d'évaluer le capi-

tal que les revenus de toutes sortes; il substituera aux impôts directs existants l'impôt sur le capital, « le plus moral de tous ». Le fait que cet impôt soit discuté en France ne lui paraît pas être une difficulté, les circonstances espagnoles et l'esprit qu'il donnerait à la réforme étant, affirme-t-il, tout différents.

« On estime que la conséquence immédiate du changement annoncé sera que le général Primo de Rivera tendra à devenir le chef d'un parti politique plutôt qu'un mandataire de l'armée. Il ne reste qu'à savoir si l'armée facilitera cette évolution. »

Une nouvelle information du grand journal parisien semble pourtant vouloir démentir l'existence du dernier complot découvert. On sent que les nouveaux rebelles, comme ceux qui firent le coup d'Etat du 13 septembre, bénéficieront d'un non-lieu et qu'ils seront impunis. Par contre, les quelques civils inculpés dans l'affaire ne suivront pas le même sort, non seulement parce qu'ils ne sont pas des militaires, mais surtout parce qu'ils sont Catalans. Voici ce que le correspondant du Temps à Madrid écrit :

« Les instructions données à la suite des récentes arrestations d'officiers et de personnalités catalanes contredisent les informations qui firent croire à l'existence d'un vaste complot; certaines d'entre elles apparaissent plutôt comme des mesures préventives. Il ne semble pas, jusqu'à présent, que la justice militaire ait pu tirer des indices recueillis par la police les certitudes nécessaires pour dresser des actes d'accusation et encore moins pour démontrer une collusion entre militaires et séparatistes catalans. »

« Les feuilles de service des deux principaux détenus, le général Lopez Ochoa et le général Segundo García, expliquent leurs carrières exceptionnelles brillantes. Tous deux conquièrent leurs grades par des actions d'éclat. Le général Lopez Ochoa a atteint ce grade à 41 ans; la réussite du pronunciamiento du

13 septembre 1923 fut due en grande partie à son prestige et son audace. Le colonel Segundo García est sorti des rangs et porte la plus haute distinction de l'armée espagnole, la croix laurée de Saint-Ferdinand; l'été dernier, il négocia avec le général Primo de Rivera la solution d'un conflit entre les officiers de la première réserve et le gouvernement. A en croire leurs amis, qui sont autorisés à leur rendre visite tous les jours, ces officiers ne sont nullement inquiets et escomptent leur prochaine mise en liberté. Les interrogatoires qu'ils ont subis ont été faits suivant la formule appliquée aux témoins.

« La situation des Catalans arrêtés à Barcelone et incarcérés à la prison civile de Madrid est tout autre. Ils sont au secret le plus rigoureux et soumis à une surveillance spéciale qui a pour but de les empêcher de communiquer entre eux. Ils seraient inculpés de complot contre la sûreté de l'Etat, sinon contre la vie de très hauts dignitaires du régime. On les soupçonne aussi d'avoir cherché à nouer indirectement des intelligences dans l'armée. Les détenus, MM. Trias, Miracle, Oliva et Benet ne passaient pas pour des terroristes : le premier est professeur de droit international, le second un riche propriétaire, le troisième un imprimeur et le dernier avocat exerçant sa profession à Madrid. »

Pourtant, le complot a réellement existé. Il avait des ramifications dans presque toutes les garnisons de l'Espagne, notamment dans celles de Madrid, Barcelone, Cordoba et Saragosse. Des brochures séditionnaires avaient été envoyées aux troupes espagnoles du Maroc les incitant à se révolter contre le Directoire. L'objet du complot n'aurait pas été pareil à celui du pronunciamiento du général Primo de Rivera; on avait l'intention de jeter les troupes dans la rue et de proclamer la République. Le complot a pu être découvert grâce au scandale qui s'est produit au cours d'une violente discussion des membres du Club Militaire de Madrid. Les officiers de la garnison de la capitale s'étaient rassemblés dans leur Club pour discuter le projet de sédition. On échangea des mots durs et des coups de revolver. Plusieurs personnes furent blessées.

Ces graves événements ont ému les membres du Directoire et ont ébranlé ses assises. Ils ont provoqué le désaccord régnant au sein de la famille militaire espagnole. Mais les affaires de famille ont besoin d'être arrangées en famille et sans scandale. Aussi, les militaires seront impunis. Le châtimant n'attendra que ceux qui, indiscrets et candides, ont voulu se mêler dans les affaires d'autrui. La note publiée par le Temps et que nous venons de transcrire n'a pas d'autre signification.

### La situation au Maroc

La prise d'Ajdîr, que le général Primo de Rivera a voulu présenter comme un fait d'armes immortel et comme la fin définitive de la campagne espagnole, n'a fait que compliquer, pour les Espagnols, le problème du Maroc. Le débarquement à Alhucemas a réellement aggravé les choses. On devra reconnaître que le maréchal Weyler n'avait pas du tout tort lorsqu'il disait que cette opération, qu'il qualifiait de sottise, n'était que la création d'un nouveau front. Les faits commencent à le démontrer. Malgré la saison hivernale, de nouveaux combats s'engagent dans la zone d'Alhucemas, pendant que Tetouan, constamment bombardé par les Rifains, doit être évacué par des milliers de fugitifs.

Le don-quistotisme des Espagnols est incurable. Il faut s'attendre, donc, à de nouveaux désastres. Un journal de Madrid, le Siglo Futuro, ne cache pas les vues impérialistes de l'Espagne, qui contrastent essentiellement avec l'attitude prise par M. Francesc Casbò devant le problème du Maroc. Ce journal écrit avec autant d'effronterie que de naïveté :

« Il faut que tout le nord du Maroc qui nous est affecté par des traités, vienne former une nouvelle province de l'Espagne, et qu'il lui soit uni avec la même religion, la même langue, les mêmes lois, les mêmes coutumes. Pour cela, il faudra prendre possession de tout ce territoire d'une façon tellement réelle et effective, que l'on puisse y entreprendre une assimilation complète et définitive. »

Adb-el-Krim répond aux visées impérialistes des Espagnols par le renforcement de son armée.

D'après une dépêche de Rabat publiée par le Figaro, il disposerait de 125.000 à 130.000 hommes, pour la plupart armés de fusils modernes. La moitié environ de ces effectifs guerriers, serait opposée aux Espagnols. Suivant une information publiée par un journal italien tout récemment supprimé par Mussolini, la Voce Repubblicana, Abd-el-Krim aurait plus de quatre mille prisonniers espagnols sur lesquels il n'a pourtant pas exercé de représailles malgré les victimes que les bombardements espagnols ont faites parmi la population pacifique marocaine, où nombre de femmes et d'enfants ont été tués.

A titre documentaire, voici deux informations de source officielle. La première est tirée du Journal des Débats du 19 novembre. La voici :

« Interviewé par le représentant de la Correspondencia Militar, le général Primo de Rivera a déclaré que les opérations au Maroc se poursuivront dans toute la mesure né-